

# l'humanité rouge



Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

## Pour l'unité Français-immigrés, sans réserve ni exclusive

**L**ES lois maintenant bien connues sous le nom de leurs instigateurs et auteurs - Barre, Bonnet, Stoléro, Boulin... - vont être à nouveau soumises au Parlement dans les jours qui viennent. Il est très important, pour toute la classe ouvrière, pour tous les travailleurs de ce pays, que soit brisé ce projet scélérat qui livrerait à l'arbitraire administratif et policier toute une partie de la population : nos frères immigrés.

Imaginez votre camarade de travail dont la carte de séjour ne serait pas renouvelée sur décision du préfet, non pas pour libérer un poste - ne vous y trompez pas ! - mais pour faire un licenciement de plus. Expulsé aussitôt... Ou expulsé parce que déjà chômeur, ou malade depuis trop longtemps au gré des exploités...

Imaginez votre camarade de travail « coupable » de diffusion de tracts, ou de collage d'affiche renvoyé dans son pays : « Troubles à l'ordre public », ça peut être ce genre de chose...

Où votre voisin, que vous ne voyez plus du jour au lendemain : arrêté, interné (administrativement : le libéralisme giscardien n'est pas encore allé au-delà !) parce que quelques flics ont ainsi décidé lors d'un contrôle policier (cela pourrait s'appeler des rafles : Bonnet a déjà fait quelques expériences dans le genre).

Oui, il faut briser ce projet scélérat ! L'action parlementaire y suffira-t-elle ? Certes, elle a son importance encore qu'elle dépende très largement de la pression et de la mobilisation des travailleurs.

Mais lorsqu'on voit les CRS, sur ordre du gouvernement, expulser par centaines, par milliers, des résidents de foyers immigrés, parce qu'ils luttent pour des loyers décentes, des conditions de logement décentes et le minimum de droits de s'exprimer, de s'organiser.

Lorsqu'on voit le même gouvernement, appliquant avant l'heure ces lois qu'il veut faire voter, engager des procédures d'expulsion contre des délégués du Comité de coordination, cette organisation que se sont donnée les résidents pour combattre : alors, on sait que l'action parlementaire ne suffit pas.

La meilleure arme pour briser le projet scélérat c'est l'unité de la classe ouvrière et autour d'elle de tous les travailleurs, de tous les démocrates, de tous les hommes et de toutes les femmes que révoltent l'injustice, la répression, les atteintes aux droits les plus élémentaires de l'homme.

Unité construite dans l'action commune contre ceux dont les projets nous ramèneraient aux temps les plus sombres...

Le chemin n'est pas facile pour construire cette unité car l'ennemi a su enfoncer des coins : idéologie raciste héritée de siècles d'histoire coloniale, mesures discriminatoires en tout genre, qui viennent s'ajouter aux barrières des coutumes, modes de vie, langues différentes.

Mais comment avancera-t-on si, dès le départ, on jette des exclusives ? Si dès le départ, on prétend mener le combat contre le projet scélérat sans ceux qui en sont les premiers frappés ?

Au nom de quelle « unité » à la base peut-on refuser l'action commune avec par exemple le Comité de coordination, refus qui se répercute dans les syndicats et crée des entraves à l'unité...

Suite page 3

Gilles CARPENTIER

# Profits, profits Ton disque est rayé!

Voir page 3



## 15 000 personnes avec Pierre Goldman contre les fascistes



Voir page 4

L'EUROPE DE L'EST  
FACE A L'URSS (2)

# Roumanie et Bulgarie

Nous avons vu hier dans quelles conditions concrètes se pose, pour les pays de l'Est, l'attitude envers l'URSS : soumission ou résistance. Ce second article examine le cas concret des deux pays du sud de l'Europe de l'Est, la Roumanie et la Bulgarie.

**L**A Roumanie même si elle n'a jamais remis en cause les relations bilatérales avec l'URSS, n'a non plus jamais caché sa volonté d'indépendance. Et l'enjeu en est gros, d'abord sur le plan économique : accepter les plans soviétiques de « division du travail » serait revenir à saper la base industrielle de la Roumanie — car le Kremlin voulait la voir se spécialiser dans l'agriculture.

Le Parti communiste de Roumanie, dirigé actuellement par Nicolae Ceaucescu, ne s'est jamais plié aux exigences soviétiques, et pour cela, il s'est appuyé sur tous les facteurs positifs, intérieurs et extérieurs.

A l'intérieur, il a mobilisé le peuple, en l'informant du danger de l'hégémonie et en organisant son armement. On se souvient que cette dernière décision fut prise quelques heures seulement après l'invasion de la Tchécoslovaquie le 21 août 1968, et annoncé par Ceaucescu lui-même à un meeting rassemblant quelque 100 000 personnes à Bucarest.

Sur le plan extérieur, Ceaucescu a utilisé les contradictions au niveau mondial et recherché des alliés pour faire un contre-poids à la menace soviétique. La visite de Hua Guofeng en Roumanie en août 1978 s'inscrivait dans cette perspective.

## UN ROLE D'AVANT-GARDE

Mais en défendant son indépendance, la Roumanie ne se bat pas pour elle seule. Sa lutte concerne toute l'Europe de l'Est. Ainsi, on sait que c'est grâce à l'opposition absolue des Roumains que Moscou n'a pas pu faire aboutir ses projets de création d'organismes supranationaux qui

lui auraient donné des moyens légaux supplémentaires pour dominer les pays de l'Est. D'ailleurs — et on l'a vu à l'occasion de la visite de Hua Guofeng à Bucarest — ces pays ont été bien longs à reprendre les attaques soviétiques contre la rencontre Hua-Ceaucescu.

En ce sens, la Roumanie joue, au sein du Comecon et du Pacte de Varsovie, un rôle d'avant-garde.

## LE CAS DE LA BULGARIE

La Bulgarie passe pour être le pays le plus soumis à l'hégémonie soviétique, le plus docile — un chien de garde du Kremlin dans les Balkans.

Ceci, pourtant, n'est certainement pas entièrement exact. Les classes dominantes de Bulgarie ont des intérêts propres qui ne peuvent pas être sauvegardés — La Palisse aurait pu le dire — s'ils sont bradés à l'Union soviétique.

On sait qu'en 1977, un haut dirigeant bulgare, Boris Velchev, secrétaire du parti et membre du Bureau politique, a été éliminé principalement pour ses positions indépendantistes et favorables à l'eurocommunisme. Mais ces derniers temps, on a pu constater au moins deux « signes » intéressants.

— A la conférence de presse donnée à Pékin par l'ancien dirigeant vietnamien Hoan Van Hoang, l'agence de presse bulgare a été la seule des pays de l'Est à poser une question :

— Plus significatif : la Bulgarie vient de décider d'accorder des facilités aux entreprises occidentales qui voudraient investir dans le pays. N'est-ce pas là, objectivement, une décision qui, à terme, limitera la mainmise soviétique ?

Jean SCHUBERT

(A suivre)

## CONFERENCE

# L'Union interparlementaire mondiale soutient l'OLP et le POLISARIO

**D**U 11 au 22 septembre s'est tenue à Caracas (Vénézuéli) la 66e conférence de l'Union interparlementaire mondiale. Au cours de cette session, les représentants de 88 parlements se sont particulièrement intéressés à la mise en œuvre des résolutions des Nations-Unies en matière de décolonisation.

En ce qui concerne l'Afrique australe, la conférence a dénoncé et considéré comme nulles et non avenues les élections unilatérales organisées par le régime raciste de Pretoria en Namibie.

La conférence s'est également prononcée sans équivoque pour la reconnaissance de l'OLP (Organisation

de libération de la Palestine) comme seul représentant légitime du peuple palestinien.

Au cours du débat général, la plupart des délégations se sont exprimées en faveur de la juste lutte du peuple du Sahara occidental et de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Cette position est reflétée dans la résolution finale adoptée à la quasi-unanimité, le Maroc s'étant abstenu, Israël et l'Indonésie ayant voté contre. Cette résolution se réfère à celles déjà adoptées par les Nations-Unies, l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et le Mouvement des non-alignés sur le Sahara occidental.

H.B.

## ASIE DU SUD-EST

# Prélude à une nouvelle offensive vietnamienne au Cambodge



1979 : Un camion de l'Armée révolutionnaire du Kampuchea en déplacement.

A en croire les autorités cambodgiennes mises en place par Hanoï au début de cette année et à en croire les dirigeants vietnamiens eux-mêmes, leur seul souhait c'est le bonheur du peuple cambodgien, son bien-être, sa liberté.

Mais alors, pourquoi des soldats vietnamiens viennent-ils de lancer une nouvelle offensive contre des zones de maquis au nord-est du Cambodge si ce n'est justement pour en finir une fois pour toute et exterminer la population de ces zones ?

**D**EPUIS plusieurs semaines déjà, l'URSS avait amené par avions-cargos et par bateaux de grande quantité d'armes et de matériels militaires, au Vietnam et au Cambodge par le port de Kompong Som.

## LA CROIX-ROUGE DANS LES MAQUIS

Le 17 septembre, trois représentants de ces deux organisations humanitaires ont franchi la frontière cambodgienne. A dos d'éléphants et accompagnés de porteurs, ils ont pu distribuer une demi-tonne d'aliments pour enfants et environ 300 kilogrammes de médicaments. Ils ont été accueillis par le ministre de la santé et le directeur adjoint de la Croix-Rouge du Kampuchea démocratique.

En outre, les dirigeants de la résistance cambodgienne

## UNE OFFENSIVE D'EXTERMINATION

Et il est clair que l'offensive vietnamienne actuelle se veut meurtrière et que des milliers de personnes seront de nouveau contraintes à l'exode vers la Thaïlande pour tenter d'échapper aux combats.

La semaine dernière, à Paris, lors d'une conférence de presse de 13 organisations humanitaires, un membre du Comité français d'aide médicale et sanitaire à la population cambodgienne n'avait-il pas repris, sans sourcilier, ce terrible verdict des autorités de Phnom-Penh, à propos des résistants : « Ou ils se rendront, ou ils périront sur place ».

Et faut-il rappeler que ce même comité avait rejeté toute possibilité d'aide humanitaire aux populations des zones « Khmers rouges », sous des prétextes peu sérieux comme le climat ou le relief accidenté.

Mais la Croix-Rouge internationale et l'UNICEF viennent d'apporter concrètement la preuve que ces obstacles ne sont pas insurmontables.

## Des vivres et des médicaments pour le peuple cambodgien !

Alors qu'une nouvelle offensive vietnamienne est lancée contre les zones de résistance et que la population des zones sous contrôle vietnamien est au bord de la famine, il est de plus en plus urgent d'apporter notre soutien concret au peuple cambodgien.

Outre notre soutien politique à la lutte contre l'occupant vietnamien, une aide humanitaire immédiate et massive s'impose. Il faut faire vite avant que l'extension de l'offensive vietnamienne ne vienne entraver la distribution des vivres et médicaments !

Cette aide ne doit pas rester cantonnée à nos seuls rangs. Faisons appel à notre entourage, à nos amis, aux progressistes et syndicalistes que nous rencontrons tous les jours. Il en va de la survie d'un peuple.

La Croix Rouge du Kampuchea démocratique a été créée pour organiser la distribution des aides à tout la population cambodgienne. Elle a particulièrement besoin de médicaments contre la malaria, le paludisme, les diarrhées, de fortifiants, de vitamines B1, B6, B12, de pénicilline et autres antibiotiques, de pansements, de compresses, couvertures, toiles en nylon, fils ou cables de nylon de 5 mm et de produits pour purifier l'eau.

Vous pouvez adresser vos dons au Comité des patriotes du Kampuchea démocratique en France, 53 avenue Lénine - GENTILLY, qui se chargera de les acheminer.

ne ont donné leur accord « pour qu'une action de secours, menée selon les mêmes principes, soit immédiatement entreprise en faveur de quelques dizaines de milliers de civils isolés dans les zones frontalières avec la Thaïlande ».

Mais cette action de la Croix-Rouge et de l'UNICEF pour venir en aide à l'ensemble de la population cambodgienne a engendré la colère des autorités de Phnom-Penh qui ont protesté contre ce qu'elles appellent une « présence illégale » assortie de « violations de frontières ». Il ressort de cette condamnation que les autorités vietnamiennes de Phnom-Penh voudraient obtenir l'arrêt de l'aide aux zones « Khmers rouges ». D'abord parce que cette aide est une

entrave à leur plan d'extermination des résistants, mais aussi parce qu'elle signifie que plusieurs organisations humanitaires refusent d'appuyer plutôt Phnom-Penh que les khmers rouges.

## CALCUL POLITIQUE

Hanoï et le gouvernement qu'il a mis en place voulaient se servir de l'aide humanitaire internationale comme tremplin pour une future reconnaissance diplomatique du régime de Heng Samrin. Ce calcul politique qui fait peu de cas du sort de la population, ne marche pas comme prévu. Voilà la raison des protestations véhémentes de Phnom-Penh.

Claude LIRIA



1978 L'armée vietnamienne à l'entraînement.

# DANS L'ACTUALITE

## COMORES

### Une victoire Les étudiants sont tous relâchés

**A**UX Comores (îles situées dans l'océan Indien, près de la Réunion et de Madagascar, au Sud-Est de l'Afrique), le régime d'Ahmed Abdallah avait, le 1er septembre, procédé à l'arrestation de plus de deux cents jeunes scolaires dont des militants de l'ASEC. L'armée avait envahi les lieux où se tenait une conférence sur l'enseignement.

Suite à l'activité multiforme entreprise par l'ASEC, la pression d'organisations anti-impérialistes, humanitaires, de l'Association des travailleurs comoriens en France... (notre Parti a envoyé deux télégrammes exigeant la libération de tous les patriotes détenus), aujourd'hui, ils sont tous libérés.

Voici, en bref, les conclusions qu'en tirent les camarades de l'ASEC (Association des stagiaires et étudiants des Comores).

Le mouvement étudiant était à la pointe de la lutte actuelle. Une importante victoire a été obtenue dans la mesure où tous les militants de l'ASEC et tous les éléments patriotes ont été libérés. Les difficultés que le gouvernement d'Ahmed Abdallah voulait créer pour le retour des étudiants

ici en France (par exemple en leur retirant leur passeport) semblent être levés. Au total, on voit donc que le régime a reculé mais le problème des étudiants demeure.

Les étudiants comoriens, en France, vont entamer leur cinquième année universitaire (depuis l'indépendance) sans aucune garantie. A l'heure actuelle, aucun étudiant comorien n'est pratiquement assuré de pouvoir bénéficier d'une chambre en cité universitaire car aucun ne répond à la « fameuse » clause de Saunier-Séité (la garantie de ressources pour les étrangers) pour pouvoir s'inscrire. A cela, il faut aussi rajouter le problème du renouvellement de la carte de séjour, n'étant pas boursier et n'ayant pas de ressources pour pouvoir continuer leurs études.

La lutte pour la revendication du « droit à la bourse, droit aux études » continue. La lutte pour la libération des emprisonnés n'a été qu'un épisode de la lutte actuelle.

Le régime a voulu s'en sortir par la répression et une campagne mensongère contre l'ASEC. Le problème de l'enseignement, aussi bien à l'intérieur que pour les étudiants comoriens à l'étranger, n'est en rien résolu.

## ESPAGNE

### Manifestation au Pays Basque, le 16 octobre

**C**INQ partis politiques basques, le PNV (Parti nationaliste basque), le Parti communiste, le PSOE (Parti socialiste ouvrier), le Parti carliste et le parti ESEI (gauche modérée) ont appelé mercredi 26 septembre les populations de leur région « à se mettre sur pied pour défendre la liberté nationale, directement menacée par les actions violentes » et à manifester dans l'ensemble du Pays basque, le 16 octobre.

Les autres partis de la gauche basque, dont Euskadiko Eskera (proche de l'ETA politico-militaire) ont refusé de s'associer à cet appel qui s'abstient d'une part de condamner la « vio-

lence institutionnelle » dont est victime le peuple basque et d'autre part d'exiger l'amnistie pour tous les prisonniers.

Le danger le plus actuel pour les peuples d'Espagne, c'est en effet la menace de coup de force que fait peser la fraction la plus réactionnaire de l'armée. Quelle que soit par ailleurs l'appréciation que l'on porte sur les attentats de l'ETA, un appel unilatéral à manifester contre cette violence risque fort de renforcer les tendances les plus réactionnaires s'il ne s'accompagne pas d'une action ferme et déterminée contre la répression et en faveur de l'amnistie.

H. B.

## BELGIQUE

### Grève des mineurs du Limbourg

**D**IX MILLE travailleurs des mines de charbon de la région de Limbourg en Bel-

gique sont en grève parce que des menaces très sérieuses planent sur leur emploi. Plusieurs puits de mine doivent fermer.

## ROTTERDAM (HOLLANDE)

### La Shell bloquée

**L**UNDI 24 septembre les travailleurs des installations de raffinage et de pétrochimie de la Shell de Rotterdam se

sont mis en grève. Mercredi la grève s'est étendue à la société Albatros (engrais) qui compte 900 travailleurs. Les deux usines réclament les 35 heures par semaine.

## PROFITS, PROFITS, PROFITS

### Barre, ton disque est rayé



Rentrée politique officielle de la majorité, l'autre, la vraie, a eu lieu depuis longtemps avec les hausses, les expulsions, les luttes. Le RPR et l'UDF tiennent leurs journées parlementaires : c'est l'occasion pour chacun de prendre position sur les grands thèmes qui vont être débattus au Parlement.

A Aix-les-Bains, le RPR grogne, tandis qu'à Vittel, Barre, aux journées de l'UDF affirme cyniquement qu'il n'entend pas changer de politique. En même temps, il annonce des mesures freinant les possibilités de chauffage domestique et la consommation d'énergie par les ménages. Barre affirme que la France est pauvre et vient d'accorder 1,8 milliard à Usinor pour licencier et se restructurer.

**L**E RPR grogne, il menace de ne pas voter le budget : pure tactique pour éviter d'être éclaboussé par l'impopularité croissante du gouvernement. En effet, aux journées parlementaires, Seguin, rapporteur des problèmes de l'emploi et député des Vosges, ne déclarait-il pas bien haut : « Il s'agirait d'interdire les cumuls, de renvoyer les travailleurs étrangers

et de revoir enfin le droit de licenciement ». Voilà qui n'est guère différent de la politique actuelle de Barre. C'est dans une ville quadrillée par la police que ce dernier est arrivé pour clôturer les journées de l'UDF. Dans le même temps, la CGT et la CFDT organisaient une manifestation contre la venue de Barre, à laquelle participaient une centaine de sidérurgistes venus de Longwy. « Je ne

veux pas changer de refrain pour ne pas chanter faux », a expliqué Barre devant les parlementaires UDF. En effet, il a ressassé toujours avec la même suffisance et le même cynisme ses rengaines sur l'austérité : « Ne nous faisons pas d'illusions, des temps difficiles nous attendent ». Ça c'était pour les travailleurs. Jeudi soir, la télévision annonçait les restrictions de chauffage et d'électricité programmées par le pouvoir, pour les ménages et les familles. « La France est pauvre », a-t-il remarqué encore. Mais les patrons sont riches, aurait-on pu lui rétorquer.

Les statistiques prouvent que les bénéficiaires dans le

secteur industriel ont augmenté de 28 % en un an et de 40 % dans le secteur bancaire. Tandis que le rapport Hannoun révèle que la moitié de l'aide publique à l'industrie est affectée régulièrement à six énormes groupes industriels — de la Compagnie générale à Empain en passant par Dassault — qui se sont partagés dix-sept milliards de francs, on apprenait jeudi qu'Usinor venait de se voir gratifier de 1,8 milliard supplémentaires (en récompense de ses licenciements). Mais Barre n'a-t-il pas dit jeudi : « Les entreprises doivent faire le plus possible de profits ».

Au moment où d'un côté les infirmiers sont licenciés, les soins aux malades restreints par manque de crédit, alors que le pouvoir veut limiter le chauffage cet hiver pour les ménages, alors que l'indice des prix du mois d'août est des plus mauvais, alors que le nombre de chômeurs non-indemnisés est en hausse, voilà que Barre invite les patrons à augmenter leurs profits et leur exploitation. C'est intolérable.

La protection policière dont Barre s'était entouré à Vittel, montre bien son inquiétude devant le mécontentement. Les milliers de travailleurs qui manifestaient n'ont pas dû le rassurer.

Léon CLADEL

### Pour l'unité Français- immigrés : sans réserve ni exclusive

Suite de la page 1

Avec diverses associations de travailleurs immigrés, de nombreuses (trop peu nombreuses encore !) sections syndicales, UL, UD, le Comité de coordination est à l'initiative du rassemblement du 29 septembre à Garges : là où campent encore devant leur foyer fermé par les forces de l'« ordre » les résidents expulsés.

Rassemblement d'unité Français-immigrés, contre les lois racistes et anti-ouvrières Barre-Bonnet-Stoléru.

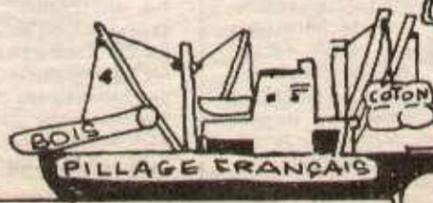
Première initiative d'ampleur dans le combat contre le projet scélérat.

Nous l'avons soutenu, sans réserve, sans exclusive. G. C.



Avec le jugement des tortionnaires le crime raciste est banalisé. On recherche toujours les meurtriers de Laïd Sebaï et de Goldman. Piperno risque d'être extradé, sans aucune preuve contre lui. Pendant ce temps, le nazi Töpfer parade à Nantes protégé par la police et une feuille nazie Jeune Nation paraît en toute impunité et bénéficie de la commission paritaire.

SION EST LÀ, C'EST  
POUR LES DROITS DE  
L'HOMME



OBSEQUES DE PIERRE GOLDMAN

# 15 000 personnes avec Pierre Goldman contre les fascistes

**C**E sont 15 000 personnes qui ont défilé en une longue marche silencieuse pendant 1 h 30 du Quai de la Rapée au cimetière du Père Lachaise. Au cimetière, plusieurs milliers de personnes à peine sorties du travail attendaient le cortège.

Curieusement, violant les assurances données par le préfet de police, quatre cars de CRS, un engin bulldozer et deux Land Rover, avaient pris position à proximité de l'institut médico-légal. Fouille et contrôle d'identité commencent, puis devant l'hostilité de la foule et les protestations de la famille de Pierre Goldman, ils cessent ces pratiques. Mais c'est pour se poster de façon provocatrice autour de la sortie de la station de métro Quai de la Rapée, narguant le flot continu qui en sort. Par contre, tout le long du parcours, il y avait très peu de flics pour régler la circulation, ce qui ne facilitait pas la progression de l'immense cortège.

Trente-trois organisations avaient appelé à cette marche. Le Comité central du PCML était représenté par une délégation dont faisait partie André Druet. Une gerbe au nom du PCML a été remise à la famille.

Une foule compacte attendait au cimetière du Père Lachaise. Derrière les cars de CRS qui « bouclaient » le cortège, de nombreux travailleurs qui avaient rejoint le cortège en route. La foule se presse, des couronnes, gerbes, bouquets ou simples fleurs passent de main en main, au-dessus des têtes. Envoi d'organisations, de groupements ou bien hommage anonyme à Pierre Goldman et à ce qu'il représentait. « Pierre Goldman te queremos », « Pierre Goldman estamos contigo », « Mucha salsa para ti Pierre Goldman » (Pierre Goldman, tu nous es cher, Pierre Goldman nous sommes avec toi). Beaucoup de salsa pour toi). Azuquita, l'ami panaméen de Goldman se met à chanter en espagnol de façon très émouvante, bongos et tumbas, ces instruments qu'aimait Pierre rythment une dernière salsa. Antillais mais aussi Français frappent dans leurs mains. « Me duele el alma » (Mon âme me fait mal) « Mucha salsa para ti » et Azuquita s'effondre en sanglots.

La foule défile devant la tombe, des juifs en calotte, des Antillais, des Maghrébins, des jeunes, des plus vieux, tous ceux qui étaient chers à Pierre et qui voient dans son assassinat un acte raciste et fasciste. On reconnaissait plusieurs personnalités, dont Simone Signoret, Yves Montand, Jean-Paul Sartre, Jean Ellenstein. Cette foule immense, très diverse, qui avait du mal à contenir son émotion témoignait de l'indignation de tous ceux qui se sentent frappés à travers ce que représentait Pierre Goldman.

Léon CLADEL



## A Grenoble

**M**ALGRE une mobilisation hâtive, près de 500 personnes étaient présentes à la manifestation en hommage à Pierre Goldman, à l'appel de plusieurs organisations dont le Parti communiste marxiste-léniniste et le PCR ml. Ni le PCF, ni le PS ni les syndicats ne s'y étaient associés. Sur la banderole de tête, on pouvait lire : « Pierre assassiné, front uni contre le fascisme », et parmi les slogans « Front uni contre le fascisme », « Fascistes, racistes assassins », « Goldman assassiné, Giscard-Bonnet complices ».

## A Marseille

**Q**UELQUES centaines de personnes ont défilé derrière une banderole noire « Goldman assassiné » et « Halte au terrorisme fasciste », sur la Canebière jusqu'à la préfecture.

Plusieurs milliers de personnes ont accompagné Pierre Goldman. Ses amis musiciens ont rythmé pour lui une dernière salsa

## Appel de la revue « Dialectiques »

**L**A revue *Dialectiques* et de nombreux intellectuels du PCF ont appelé, de leur propre initiative, à la marche silencieuse qui a marqué les obsèques de Pierre Goldman, ainsi qu'au meeting unitaire qui se tiendra à la Mutualité le mardi 2 octobre à 20 h 30. En effet, les dirigeants du PCF n'ont pas appelé à participer à ces deux manifestations. Une pétition vient d'être lancée par la même revue *Dialectiques*. Déjà de nombreux intellectuels membres du PCF ont signé dont Jean Bruhat, Raymond Jean, Guy Konopnicki, Antoine Spire, Gilles Perrault, etc.

D'autre part, la CGT, la CFDT et la FEN vont tenir une conférence de presse vendredi en signe de protestation. L'URP (l'Union régionale parisienne) CFDT avait appelé à constituer des délégations pour les obsèques de Pierre Goldman. Le syndicat CFDT des journalistes avait, lui aussi, lancé un appel pour la marche ainsi que le syndicat de la psychiatrie. Le SGEN-CFDT du lycée St-Exupéry a exprimé sa solidarité avec la marche.

ONU

# Jean-François Poncet expose la politique étrangère française

C'est au cours de la troisième séance de l'Assemblée générale des Nations-Unies, mercredi, que le ministre français des affaires étrangères, Jean François-Poncet, a prononcé son discours qui a valeur d'orientation quant à la politique extérieure suivie par la France.

Il prenait la parole après que Vance et Gromyko se soient exprimés les jours précédents au nom des États-Unis et de l'URSS et alors que jeudi l'Assemblée générale doit entendre l'intervention du ministre chinois Huang Hua.

**O**UVERT par l'évocation des menaces qui pèsent sur le monde et la paix : « Les trente prochaines années seront décisives : tous les malheurs sont possibles », le discours de François-Poncet contient l'exposé des positions françaises sur plusieurs problèmes brûlants de l'heure : Cambodge, Proche-Orient, Salt.

Au cours du désormais classique hommage à la détente (\*), le ministre français notait toutefois qu'elle n'avait à ce jour permis ni d'éteindre les foyers de crise ni de mettre un terme à l'accumulation démesurée des armements. S'agissant des foyers de crise, il devait déclarer notamment : « Avec le Proche-Orient, il s'agit de reconnaître les réalités au lieu de les fuir. Elles s'appellent : le droit des États arabes à recouvrer leur intégrité territoriale, le droit du peuple palestinien à une patrie, le droit de tous les États de la région, des États arabes aussi bien que de l'État d'Israël à vivre en paix dans des frontières sûres, reconnues et garanties. Ces trois principes forment un ensemble. On ne saurait les dissocier sans les trahir. Ils valent pour toutes les parties concernées, y compris - les Neufs viennent de le souligner - pour l'Organisation de libération de la Palestine ». Position qui se distingue de façon substantielle de celle des États-Unis et dans le bon sens.

Abordant ensuite la situation au Cambodge, il indique : « A l'oppression sanglante d'un régime inhumain a succédé le drame de l'invasion étrangère. La péninsule indochinoise a été une fois de plus précipitée dans la guerre ».

Evoquant ensuite la résolution adoptée à l'ONU en faveur d'un retrait simultané des troupes vietnamiennes du Cambodge et chinoises du Vietnam, il déclare : « Mon gouvernement a, en son temps, demandé, avec d'autres, le retrait sur les frontières internationales des forces qui les avaient franchies. Je constate que ce retrait n'a pas été général ».

En ce qui concerne le désarmement, il forme le vœu que les prochaines négociations SALT soient consacrées à abaisser très substantiellement le niveau atteint (et destiné à monter encore) par les armements nucléaires des deux signataires (USA et URSS) et il ajoute : « La France ne pourrait, pour ce qui la concerne, tirer les conséquences de ces réductions (dans le sens d'une réduction de son propre potentiel) que si la disproportion qui subsiste entre ces deux arsenaux et celui dont elle dispose pour assurer la sécurité et la crédibilité de sa dissuasion en venait à changer de dimension », réaffirmant par là le refus français de participer à Salt 3. Plus loin, la sérénité et la crédibilité du discours ministériel furent sérieusement atteintes lorsqu'il eut le front de présenter les récents événements en Centrafrique comme modèle de l'intervention souveraine des États africains pour régler leurs problèmes.

C'est ici que le porte-parole de Giscard montre un peu plus que le bout de son oreille impérialiste. Présenter l'intervention française en Centrafrique comme « nouvelle et claire illustration » de la souveraineté africaine, c'est le côté cynique du discours. Celui-ci avait d'ailleurs en ouverture son pendant hypocrite. François-Poncet s'était fait le propagandiste de quelques thèmes chers au mondialisme giscardien, celui en particulier d'« un monde plus solidaire ». Ces propos généreux sur la lutte contre la pauvreté faisaient d'ailleurs écho aux déclarations du représentant américain proclamant que « la première tâche des pays développés est d'assurer la subsistance des plus pauvres ». Mauvais sermons sur la charité fait par des bourgeois repus de l'exploitation des pauvres.

\* Gromyko avait déclaré la veille à ce sujet : « C'est à son attitude sur la détente qu'on peut juger les intentions politiques d'un pays. Les anciens Grecs inventaient de beaux mythes, mais nos contemporains en inventent qui sont destinés à désespérer l'homme, à lui faire croire que la guerre est inévitable ».

« La campagne mensongère lancée contre la politique de Cuba et de l'URSS » est un de ces mythes modernes.

HOPITAUX

# A Sainte-Anne (Paris) la direction fait son plan, les travailleurs aussi

UN déficit de 45 millions anciens sur le budget 1979. Qui va payer? Pour la direction, c'est clair. L'hôpital n'échappe pas à l'austérité. Il faut rentabiliser sur le dos du personnel. Le plan Barre se met en place. Les premières conséquences : sur les effectifs. Alors qu'ils sont nettement insuffisants à peu près partout dans les services, il n'est pas question d'embaucher.

Les départs à la retraite, les démissions, les disponibilités, les mutations ne sont pas remplacées. La direction révisé l'utilité du maintien en fonction de certains agents et dresse une liste pour « évaluer les besoins réels ».

Ce qui signifie : réduction du personnel. Les auxiliaires, les contractuels

sont particulièrement visés. Ils peuvent être licenciés. Ce n'est pas un hasard si depuis un an la plus grande partie du personnel embauché est contractuel. Certaines titularisations de postes risquent de ne pas voir le jour faute de ne pas être budgétisées.

Pas d'augmentation des dépenses sans recettes supplémentaires, l'équipement, le matériel : la vie hospitalière vont en prendre un coup.

La direction veut économiser sur tout, tant pis pour les usagers, les gens qui sont hospitalisés. Un exemple : la directrice répond à un surveillant lors d'une réunion qui se plaignait du manque de personnel : « Vous n'avez qu'à fermer le service ».

Les élèves-infirmières aussi ne sont pas épargnées. Le règlement intérieur de

l'école mentionne : « Les absences en stage et en cours reconnues valables devront être récupérées sur des jours de repos ».

Concrètement, cela veut dire pas le droit d'être malade. La direction refuse aussi de reconnaître officiellement la section CFDT-élèves. Il y a aussi des menaces sur les acquis : les conditions de travail, l'hygiène et la sécurité.

Sans avoir encore précisé la couleur du plan d'austérité à Sainte-Anne, la direction entend le faire passer progressivement, en douceur. C'est sans compter sur la combativité et la vigilance des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

La semaine d'action du 1er au 6 octobre, CGT et CFDT, se prépare pour l'unité et pour l'action.

NOTE DE LECTURE

## «Hôpital, j'accuse» Animée de la flamme de vivre

ROSEMONDE Pujol, atteinte d'un cancer à l'utérus, retrace pour nous dans son livre *Hôpital, j'accuse*, son itinéraire animée de la flamme de vivre, de combattre, de dominer sa maladie, elle brise le mur du silence, solidement édifié autour d'un mot-tabou : cancer.

Des angoisses, oui, elles en a connues, dues à l'incertitude du succès du traitement au radium, de son opération.

« Et puis (...) le travail m'évite de m'apitoyer constamment sur ce qu'il adviendra d'Hélène et de moi, d'Hélène à cause de moi. Dans un mois que serai-je ? ».

Mais Rosemonde Pujol a été confrontée à d'autres angoisses encore, venues de l'inhumanité des hôpitaux. Ecoutez Veil et Barrot les cinglants démentis à vos assertions.

sément cela prépare à la lymphographie. Je l'apprendrai plus tard, mais pour le moment, je vis l'angoisse de l'ignorance, ne comprenant rien à ce qu'on me fait (...).

Mes pieds emmitoufflés d'épais pansements, sont douloureux dans des chaussures devenues de fait trop étroites. (...) « Prévoyez une personne pour vous ramener en voiture chez vous » spécifiait la convocation qui ne précisait pas (détail sans doute) qu'il fallait prévoir aussi (...) des pantoufles très larges ».

Hôpital, j'accuse est aussi un long réquisitoire contre les conditions de travail désastreuses du personnel, rejaillissant sur le confort moral des malades, engendrant tantôt une tension entre malades et soi-

gnants, créant tantôt des liens privilégiés, complices, entre les patients et le personnel.

« Tous passent vite, très vite ; le temps de lancer un ordre que j'attrape — ou non — (...)

— Tenez votre bras bien tendu

— Ne pliez pas votre bras, autrement ... (Autrement quoi ?).

Une toute jeune infirmière me guide dans la pièce de radiologie. Elle est pâle, semble épuisée. Je l'encourage. Nous nous encourageons mutuellement au soir de cette dure journée ».

Hôpital, j'accuse de Rosemonde Pujol chez Denoël/Gonthier.

38 F aux Herbes sauvages.

Nathalie VILLOTIERS

LUTTE

# Les travailleurs de Fougerolles en grève

Brétigny, correspondance.

LE dépôt Fougerolle de Brétigny comprend 58 travailleurs en grande majorité immigrés (Portugais et Maghrébins), qui fabriquent des parois préfabriquées pour la construction d'immeubles, de pavillons et de bâtiments sociaux (hôpitaux, écoles, etc.)

Mardi 28 août, le patron annonce la fermeture de l'usine et 21 licenciements, 4 pré-retraites, le reclassement sans aucune garantie du reste du personnel sur les autres chantiers où il y a déjà eu 98 licenciements depuis le mois de juin.

Mercredi 5 septembre, un camion envoyé par la direction vient chercher les moules (qui servent à la préfabrication). Immédiatement, à l'appel des sections CGT et CFDT, les travailleurs empêchent le chargement du camion et occupent l'usine.

La première semaine de grève est une semaine d'organisation, de démarrage de la lutte. Les sections syndicales CGT et CFDT viennent discuter avec les grévistes et leur apportent des motions de soutien.

La municipalité (union de la gauche) leur apporte des repas gratuits à midi. Les UL CGT et CFDT se rencontrent et avec l'accord des sections syndicales de l'entreprise, se mettent d'ac-

cord sur des actions unitaires.

**LA DEUXIEME SEMAINE EST LA SEMAINE DE POPULARISATION DE LA GREVE**

Vendredi 14 septembre, une voiture sono et une manifestation des travailleurs de Fougerolle parcourent la zone industrielle pendant les heures de travail.

Dimanche 16 septembre, sur le marché de Brétigny, diffusion commune CGT-CFDT du tract unitaire et collecte.

Lundi 17 septembre, les travailleurs du dépôt vont manifester devant le siège social de Fougerolle à Vélizy.

**LA TROISIEME SEMAINE : NE PAS CEDER DEVANT LES INTIMIDATIONS DU PATRON**

Vendredi 21 septembre, le patron vient avec un huissier pour faire une déclaration aux travailleurs. Aussitôt, accompagnant les travailleurs, les UL CGT, et CGT et le maire affirment leur solidarité et l'huissier constate que les travailleurs ne veulent pas reprendre le travail car le patron n'accepte pas de négocier.

Lundi 24 septembre, le patron revient à la charge avec un autre huissier pour faire constater que les travailleurs ne veulent pas laisser faire le déménagement du stock, des panneaux préfabriqués utiles sur d'autres chantiers.

**LA QUATRIEME SEMAINE : DEVELOPPER LA LUTTE ET LE SOUTIEN**

Reprise des diffusions des tracts unitaires sur les boîtes avec collectes. Les UL-CGT et CFDT et les travailleurs préparent une journée porte-ouverte. Actuellement, ce qu'il faut, c'est donc essayer de frapper à la caisse le patron et d'élargir le soutien.

**L'ACTION DU PARTI**

La cellule du PCML de Brétigny est en contact direct avec les travailleurs. Elle a participé financièrement au soutien et aide à populariser la lutte sur la région. Les militants du PCML, soit par leur syndicat, soit par leur travail autonome, soutiennent largement cette lutte.

Vive l'unité à la base et dans l'action pour vaincre le patronat ! Vive la lutte des travailleurs de chez Fougerolle !

VIE SYNDICALE

## L'espoir renaît

### Meeting de rentrée de l'UR-CFDT d'Alsace

PLUS de mille militants, venus de toute l'Alsace, ont participé au meeting traditionnel de la rentrée. Trois interventions ont précédé celle de Jeannette Laot.

Une intervention de Jean Kuspar, secrétaire régional de l'UR, fixa la stratégie et le développement de la CFDT en Alsace. Suivie d'une intervention sur les

trente-cinq heures, dont le fait essentiel voulut démontrer que cette revendication était au cœur de la lutte pour l'emploi. Enfin, une intervention très applaudie sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Avant l'intervention de Jeannette Laot, les syndicats et sections qui le désiraient, pouvaient prendre la parole sur ces trois interventions. Et là, ô surprise,

il fut riche ce débat ! (Douze interventions sur les trois sujets).

Tous se félicitaient de l'accord passé avec la CGT, enfin on allait pouvoir redémarrer à la base sur nos revendications pour s'opposer à la politique réactionnaire de Giscard-Barre.

Bien sûr, ça sera dur, mais comme l'a souligné un retraité qui avait participé aux grandes grèves de 1938 à St-Nazaire, la classe ouvrière avait durant toute son histoire subi des défaites, des découragements, mais que chaque fois qu'on la croyait brisée, elle réapparaissait porteuse d'espoir pour peu qu'on lui en donne les moyens et un de ces moyens c'est l'unité.

Un bon signe, cette confiance des militants pour l'avenir, que Giscard-Barre se tiennent les côtes, sinon...

Quelle déconvenue pour Beullac qui était venu au « royaume de la paix sociale », remettre incognito une médaille à un agent de service et qui voulait bien recevoir les organisations syndicales si elles ne manifestaient pas. Pas de bol, Beullac, 350 à manifester, alors qu'on avait su ta venue l'avant-veille au soir. 1 100 maîtres-auxiliaires dont plus de 400 au chômage, ça suffit.

Jeannette Laot a clôturé ce meeting en présentant l'accord CGT-CFDT, en précisant les axes des batailles de la confédération.

PUBLICITE

### Retour de manivelle

Votre voiture est un peu comme certaines femmes, elle doit être entretenue.

- IL FAUT LA CHAUSSER. Tous les pneus à tous les prix chez CANDELON
- IL FAUT QUELLE MARCHE DROIT. Contrôle parallélisme chez CANDELON
- IL FAUT QUELLE S'ARRÊTE QUAND IL FAUT. Contrôle freins chez CANDELON
- IL FAUT QUE SON ODEUR SOIT AGREABLE. Contrôle pollution chez CANDELON
- IL FAUT QUELLE SOIT CONFORTABLE. Contrôle amortisseurs chez CANDELON

MAIS VOILA, VOUS ETES PRESSE.

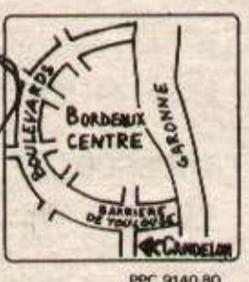
CANDELON OUVERT TOUTE L'ANNEE SANS INTERRUPTION MEME LE SAMEDI

VOUS OFFRE UN SERVICE RAPIDE

choix et remplacement de vos pneus en 15 minutes (durant ce temps bar ouvert) ET TOUJOURS LE CHOIX LA QUALITE D'UN PROFESSIONNEL ET LES PRIX CANDELON

### CANDELON PNEUS

64, route de Toulouse - 33800 BORDEAUX - Tél. 85.47.34



Inhumanité de l'hôpital à laquelle s'ajoute le maintien du malade dans l'ignorance de sa maladie et des soins qu'on lui donne.

« Cela s'appelle la lymphographie ou plus précé-

CONCOURS DE NOUVELLES

# Le désir d'aller au réel

**B**ONJOUR ! Voici notre premier rendez-vous de rentrée après une absence aussi longue. Mais à en juger par le courrier qui nous est parvenu, vous n'avez pas chômé cet été. Nous avons actuellement en notre possession seize nouvelles en provenance de Paris, de Lorraine, du Loiret et du Nord. Il se manifeste à travers ces textes une grande variété de sujets et de styles, il y a même deux nouvelles de science-fiction consacrées à des manifestations de la lutte des classes dans le futur.

Lors de notre troisième rendez-vous de juin (Voir HR du 28 juin), nous écrivions : « *Le concours de nouvelles, c'est un concours pour raconter la réalité* ». Et bien vraiment, on ne peut qu'être frappé, à la lecture des nouvelles reçues, par ce désir d'aller au réel pour lui donner langue dans toute sa dimension, toute son épaisseur. Mais quoi ! C'est normal si ce reflet est parfois un peu noir : la vie, n'est-ce pas, a sa dureté.

Quelques nouvelles offrent ainsi un récit brutal et poignant sur le mal de vivre quand l'intensité de l'exploitation finit par dévorer à force de se battre. Remarquons-le : plusieurs nouvelles parviennent à susciter en nous la révolte, l'indignation et, avec elle, la force de se dresser pour lutter et transformer, pour « changer le monde ».

Une question nous est posée : le thème, l'unité de la classe ouvrière, était-il judicieux ? Un lecteur de Tourcoing qui nous envoie une nouvelle l'accompagne d'une lettre où il déclare que le thème choisi est une erreur : « *Les résultats trancheront, dit-il, mais je crois que l'initiative, excellente, de proposer un concours, dans la mesure où elle ne se base sur aucune connaissance sérieuse de nos possibilités dans ce domaine (la littérature), aurait dû, par prudence, par sagesse et par modestie, se contenter d'un thème beaucoup plus vaste, sauf à vouloir faire entrer dans celui-ci, qui a été choisi, tout ce qui aura trait aux problèmes et aux questions de la classe ouvrière* ».

En réalité, c'est précisément sous cet angle élargi qu'il convenait de comprendre le thème proposé. Nous n'avions nullement l'intention d'enserrer les possibilités d'écriture dans un cadre étroit mais, bien au contraire, d'inciter nos lecteurs qui ne l'auraient fait, à prendre la plume.

Nous savons que des camarades ont commencé des nouvelles mais ne les ont pas terminées. Nous appelons ici ces lecteurs à achever leur texte et à nous le faire parvenir. Nous l'accueillerons et le lirons avec le même plaisir que celui éprouvé à la lecture des nouvelles reçues à la rédaction.

En ce qui concerne publication et prix, nous avons aussi eu l'occasion d'échanger des idées avec plusieurs lecteurs et certains nous ont écrit à ce sujet. Voici comment nous allons procéder. D'abord, il est dans l'état actuel des choses difficile de choisir un premier. Aussi publierons-nous en feuilleton, plusieurs nouvelles l'une à la suite de l'autre. Ce qui présente deux avantages, d'une part être plus ouvert dans la publication (et c'est, croyons-nous, le souhait commun de tous les auteurs ayant participé à notre concours) et, d'autre part, offrir aux lecteurs un éventail plus large de textes pour leur permettre de se faire une meilleure opinion. A la fin de la publication, le jury se réunira pour remettre les prix aux auteurs primés et offrir des récompenses à tous les participants. Nous vous demandons de ne pas oublier de nous transmettre vos nom, prénom et adresse précise afin de nous permettre de vous contacter.

Donc la publication va commencer d'ici peu. Nous aurons l'occasion de nous retrouver pour un nouveau rendez-vous afin de refaire le point ensemble et vous parler avec plus de précision du jury et de la cérémonie de remise des prix. A bientôt et encore merci à tous les camarades qui ont honoré notre concours de nouvelles.

Serge GALLOIS

TELEVISION

## Un homme contre les cinq soeurs : bilan, un accident d'avion

*L'affaire Mattei, sur TF1, lundi à 20h35*

Le 27 octobre 1962, l'avion personnel d'Enrico Mattei s'écrase au sol près de Milan. Accident ou crime ?

Président de l'ENI (Entenazionale Idrocarburi) société nationale des hydrocarbures, Italien, Mattei avait beaucoup d'ennemis et en particulier *Les cinq soeurs*, les cinq grandes compagnies pétrolières américaines appelées aussi les majors. Il avait traité directement avec les pays producteurs de pétrole brisant ainsi le monopole des grandes compagnies pétrolières américaines.

**L'**ENI (Office national des hydrocarbures) a été créé en février 1953 au terme d'une bataille contre les entreprises privées italiennes. Son but initial : prospecter et exploiter les ressources de la vallée du Pô, au nord de l'Italie. L'ENI va diversifier ses activités, les prospections dans la vallée du Pô s'étant révélées décevantes.

Cependant, grâce aux découvertes de gaz naturel, la situation énergétique de l'Italie va être améliorée.

Mais, c'est surtout l'action de Mattei au Proche-

Orient qui favorisera cette indépendance énergétique de l'Italie vis-à-vis des grandes compagnies d'Amérique du Nord. L'ENI, en 1957, était exclu de l'accord intervenu entre les grandes compagnies et l'Iran. Il fera cavalier seul et conclura un accord intéressant pour l'Italie, tout en étant moins injuste pour l'Iran que les accords conclus d'ordinaire avec les « majors ». Un partage 50-50 au lieu du partage habituel 75-25, les 25 % de bénéfices allant à l'Iran.

La moitié des membres du conseil doivent être iraniens et le conseil est pré-

sidé par un Iranien.

A cette époque, aucun front européen n'existe contre les compagnies américaines, les autres compagnies européennes sont elles-mêmes associées aux cinq grandes soeurs US. Mattei fait un peu figure de franc-tireur dans sa lutte contre les grandes compagnies US et dans sa recherche de rap-

ports nouveaux avec les pays producteurs. Il était aussi en contact avec la FLN (à propos du pétrole du Sahara) pendant la guerre d'Algérie. Il avait beaucoup d'ennemis dont les moins dangereux n'étaient pas les cinq soeurs (Esso, Exxon, etc.). L'affaire Mattei, une affaire qui sent le pétrole !

Léon CLADEL

### Francesco Rosi

Né en Sicile en 1922, Rosi appartient à ce qu'on appelle la nouvelle génération du cinéma italien. Dans son film, il montre avec précision et réalisme l'ascension et l'œuvre de Mattei, interprété par Gian Maria Volonte. Il a réalisé de nombreux films politiques dont *Salvatore Giuliano* (peinture sociale de la Sicile à travers le meurtre d'un bandit), *Lucky Luciano* (sur la Mafia), *Main basse sur la ville*. Il vient de terminer *Le Christ s'est arrêté à Eboli*, film sur l'exil d'un antifasciste en Sicile sous Mussolini.

# La souscription reste ouverte

TOTAL PRÉCÉDENT	324 033,66 F
PML - Oise	200,00 F
Dunkerque-Longwy-Denain solidarité - Rhône-Alpes	185,00 F
Supplément à réabonnement au quotidien C. - Paris	120,00 F
Supplément à réabonnement au quotidien BP	
St-Ouen-L'Aumône	10,00 F
Supplément à réabonnement au quotidien AJ	
Châteauroux	60,00 F
Supplément à réabonnement au bimensuel LB A	
Bretagne	25,00 F
Sur vente d'abat-jours - Cellule du PCML Vitrolles	280,00 F
Supplément à réabonnement au quot. et bim. EP St-Brieuc	45,00 F
Souscription VP - Châteauroux	150,00 F
Supplément à réabonnement au bim. SG - Loiret	1,00 F
Une militante d'Amnesty International - Nord	10,00 F
Deux camarades - Nord	400,00 F
Un militant du PS - Nord	5,00 F
Une vieille résistante - Nord	3,00 F
Soutien hebdomadaire (juillet) MD - Boulogne-sur-Mer	75,00 F
JF - Rouen	51,00 F
Pour la souscription MM - St-Brieuc	100,00 F
Un enseignant syndicaliste - Nord	100,00 F
Supplément à réabonnement au bim. DVB - Nord	125,00 F
Cellule du PCML Révolution d'Octobre	
Clermont-Ferrand	275,00 F
Supplément à réabonnement au bim. BA Les Lilas	25,00 F
Cellule MTT du PCML - Paris	2 500,00 F
Sur vente de vêtements - Paris	10,00 F
CP Eugène Varlin - Paris	6 370,00 F
PCML - Corse	150,00 F
PCML - Brest	500,00 F
Cellule du PCML Guy Lelan - St-Nazaire	475,00 F
Cellule J. Labourde du PCML - Brétigny	104,00 F
Souscription T. - Chartres	800,00 F
Des marxistes-léninistes - Laval	946,00 F
Souscription à l'occasion d'une vente du bim - Laval	24,00 F
Cellule du PCML G. Monmousseau - Clermont-Ferrand	693,30 F
Supplément à réabonnement au bim SJP - Lyon	20,00 F
Aïoli le 24 juin 1979 - Martigues	271,50 F
HJ - Martigues	50,00 F
CG - Martigues	200,00 F
JJD - Port-de-Sioux	100,00 F
Divers - Martigues	80,00 F
Fête aux brochettes à Aubagne. Cellule	
Maiakowsky du PCML	60,00 F
Un postier, ancien résistant, militant CGT et révolutionnaire qui rejoint le Parti et de sa femme - Marseille	40,00 F
Cellule du PCML BM - Bretagne	940,00 F
Supplément à abonnement au bim LL - Cholet	25,00 F
Supplément à abonnement au bim H - Champs-sur-Marne	50,00 F
Supplément à abonnement au bim JM Vélizy	10,00 F
Cellule du PCML A. Chave et sa famille - Vaucluse	580,00 F
CP E. Varlin	1 193 F
Souscription BS - Lyon	100,00 F
Vente aux Puces - Lyon	260,00 F
Cellule du PCML Grain d'orge - Grenoble	900,00 F
Cellule du PCML Clara Zetkin - Grenoble	500,00 F
Braderie organisée aux Puces - Toulouse	602,00 F
Cellule du PCML PV Couturier - Toulouse	400,00 F
Cellule du PCML Norman Béthune - Toulouse	550,00 F
Cellule du PCML Norman Béthune - Toulouse	341,50 F
Cellule du PCML Marcel Langer - Toulouse	30,00 F
Cellule du PCML Rosa Luxembourg - Toulouse	135,00 F
Vente de soutien - Toulouse	108,00 F
Sympathisants - Toulouse	100,00 F
Cellule du PCML Paul Lafargue - Essonne	950,00 F
MF - Paris	5,00 F
Supplément à abonnement au bim FA - Isère	20,00 F
Vente photos - Paris	6,00 F
Souscription CP du PCML Manouchian	
Région parisienne	200,00 F
Souscription CP du PCML Manouchian	215,00 F
Souscription à la librairie HS - Paris	310,00 F
CP Eugène Varlin - Paris	105,00 F
CP Châteaubriant - Région parisienne	50,00 F
Un camarade - Bordeaux	1 000 F
Cellule du PCML Maiakowsky - Marseille	200,00 F

NOUVEAU TOTAL AU 30 JUILLET 1979 . . . . . 351 457,96 F





Le 24 septembre, les travailleurs de Renault-St-Jean-de-la-Ruelle manifestaient. Depuis le 19 septembre, ils sont en grève pour les salaires et les conditions de travail.

## Journées d'action dans la métallurgie

LES fédérations de la métallurgie CGT et CFDT, dans le cadre de l'accord interconfédéral, organisent une quinzaine d'action du 1er au 15 octobre dans toute la France. La première semaine, des rassemblements, des consultations et des arrêts de travail sont prévus pour préciser les revendications communes.

La deuxième semaine, les travailleurs sont appelés à des débrayages d'au moins deux heures pour les revendications et les négociations.

## Journées d'action dans l'habillement

LES fédérations CGT et CFDT appellent les travailleurs et travailleuses de l'habillement à une semaine d'action du 1er au 8 octobre par des rassemblements et des arrêts de travail. Les revendications mises en avant sont les suivantes : 2 700 F minimum, ancienneté et 13e mois, les conditions de travail.

## BEAUMONT-SUR-SARTHE (SIDEPT-TESA)

### Les ouvrières occupent leur usine

Correspondant Le Mans.

POUR protester contre 67 licenciements, les propositions bâtarde d'un éventuel nouveau patron et les manœuvres du syndicat, les ouvrières et ouvriers (trois seulement parmi le personnel) occupent l'usine depuis le 3 septembre et ont durci leurs positions depuis le 19 septembre.

SIDEPT-TESA (électronique et chargeurs de batterie) employait 78 ouvriers à Beaumont et 50 à Gentilly. Depuis le dépôt du bilan, un acquéreur possible, M. Yver, proposait de conserver l'usine de Beaumont (la fermeture définitive était prévue) et de réemployer 12 à 15 personnes, suivant des modalités d'embauche peu claires, sans garantie à long terme ; on parlait même de période d'essai ! Pour diviser le personnel, il convoqua, le 6 septembre, 25 ouvrières individuellement. Malgré les protestations du syndicat CFDT, les entrevues eurent lieu au terme desquelles 11 ouvrières devaient être réembauchées (35 à Gentilly).

Or, un groupe belge s'est porté acquéreur aussi et pourrait donner une réponse dans deux mois, à moins que tout ne se précipite. Une association avec Yver serait possible et permettrait de réemployer plus de personnel et peut-être d'élargir la production.

Le 18 septembre, le syndicat et

Yver — qui n'a pas encore racheté TESA — demandèrent l'évacuation des locaux.

Le 19, les ouvrières et ouvriers réunis en assemblée générale, votèrent la poursuite de la lutte (22 voix contre 10) et décidèrent de rester dans l'usine jour et nuit. Parmi celles et ceux qui occupent les locaux certaines font partie des 11 réembauchées et d'autres ont voté la non-poursuite de l'action. Les ouvrières sont d'autant plus solidaires et déterminées à ne pas céder, qu'elles viennent d'apprendre que le syndicat les a trompées : le tribunal de commerce de Mamers a fait savoir que le syndicat n'avait demandé qu'une reprise à durée limitée ; sans doute le temps de liquider les commandes en retard, puis de fermer définitivement l'usine de Beaumont-sur-Sarthe. Soutenues par les élus locaux (PS) et la CFDT, elles voudraient que la municipalité se prononce enfin.

En attendant, elles s'organisent : le portail cadenassé de l'usine (pour parer à une éventuelle évacuation par les pouvoirs publics) porte cette inscription : « Usine occupée pour travailler et vivre au pays ».

Correspondant Le Mans.

## Motards : journée nationale de manifestation samedi

IL y a déjà eu de nombreuses manifestations de motards le week-end dernier contre les projets du gouvernement de taxer les gros cubes. Samedi est organisée une journée nationale de manifestation contre le projet de vignette moto. Les motards manifesteront pacifiquement. Le lieu de la manifestation n'a pas encore été précisé. Elle aura lieu à Paris. Mais des manifestations locales sont à prévoir aussi. Le gouvernement-rapace est une nouvelle fois en accusation.

## Mines de Potasse d'Alsace : grève après un accident du travail

LE 27 août, un travailleur des mines de potasse d'Alsace, Marcel Goutte, âgé de 43 ans, était victime d'un accident du travail. Un bloc de sel était tombé sur lui. Il en est mort vendredi 21 septembre. Les syndicats CGT et CFDT des mines de potasse ont appelé à cesser le travail pour participer à ses obsèques.

## Dépôt de bilan

LE patron des papeteries de Nanterre a déposé le bilan. Le résultat en est le licenciement de 150 personnes.

## Théâtre national de Chaillot : 50 % du personnel licencié

L'AUSTERITE frappe aussi dans le domaine culturel. Le théâtre national de Chaillot a vu ses subventions amputées de 10 %. Conséquence directe : 50 % du personnel est licencié sans autre forme de procès. Cette décision est prise « à la demande du ministre des affaires culturelles ».

## A Blois riposte aux nervis

POUR riposter à l'agression dont fut victime Claude Tournebise (voir notre édition du 28 septembre), 2 000 personnes ont manifesté dans les rues de Blois à l'appel de la CGT, de la CFDT et de la FEN.

Des nervis patronaux avaient agressé ce militant de la CGT et du PCF.

## Grève à Air France

Toutes les organisations syndicales d'Air-France appellent le personnel à une journée de 24 heures de grève le 2 octobre. Les revendications sont les suivantes : maintien et progression du pouvoir d'achat, augmentation des effectifs, etc.

## MOUY (OISE)

### PDG et machines disparues

IL était une fois à Mouy dans l'Oise, un patron qui avait ouvert une entreprise il y a quatre mois. Certains des ouvriers qu'il employait n'étaient pas payés depuis deux ou trois mois. Ce patron avait des « difficultés » de trésorerie passagères. A la fin de la semaine dernière, la nuit, M. Willot (qui n'appartient pas à la famille des Dalton du même nom), a disparu avec les machines.

Les ouvriers n'ont reçu aucune lettre de licenciement. Lundi matin, les 38 employés s'étaient tout naturellement présentés à la porte de l'usine. Ce fut pour eux une bien amère surprise. Ils ont créé un comité de défense en liaison avec la municipalité.

## Une semaine de grève à Doittau : la lutte a payé

LA grève a commencé le lundi 17 septembre (*Humanité rouge* No 1129 du 20 septembre 1979). L'entreprise avait déjà connu une grève au printemps dernier, qui s'était soldée par une augmentation de 300 F (150 F en mars, 150 F en septembre).

Le patron pensait être tranquille à la rentrée, mais ce ne fut pas le cas.

Après avoir essayé diverses manœuvres, le directeur fut contraint de lâcher devant l'unité et la combativité des grévistes.

Ceux-ci ont obtenu 180 F d'augmentation des salaires, augmentation de la prime de vacances de 1 150 F à 1 400 F, pont de la Toussaint ou de Noël payé, budget du comité d'entreprise augmenté de 1,7 à 1,8 %, prime de campagne d'Haussimont portée de 350 à 410 F, une prime exceptionnelle de 150 F pour les grévistes, les déplacements des délégués d'Haussimont dédommés.

Encore une fois, seule la lutte a payé et seule l'unité a permis de tenir bon une semaine malgré la perte occasionnée (1/4 du salaire).

Le moral a toujours été bon, c'est satisfaisant, mais un peu triste de quitter cette ambiance chaleureuse que les grévistes ont remis la carte dans la pointeuse.

## Préparation du calendrier 1980

Pour préparer le calendrier 1980, nous avons besoin de photos, dessins, peintures (de préférence des photos) ayant pour thème des portraits. Portraits de femmes, d'hommes, de vieux, de jeunes ou d'enfants, d'immigrés... pris dans leur activités quotidiennes, travail, de tous les jours, loisirs, en ville ou à la campagne, sous la forme de gros plans, de scènes typiques ou originales. Documents personnels anciens ou récents.

Sur le plan technique, utiliser le format minimum de 18 X 24 centimètres. Envoyer les épreuves le plus rapidement possible au journal (BP 201 75926 Paris Cédex 19) en spécifiant « Pour le calendrier 1980 » et au plus tard le mardi 16 octobre.

N'oubliez pas de joindre vos nom, prénom et adresse. Si vous ne voulez pas que votre nom apparaisse, indiquez-le. Les envois qui seront retenus recevront en cadeau un abonnement d'un an au bimensuel.

## Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine

### 4 périodiques en français

Pour s'informer régulièrement et connaître la Chine, quatre périodiques en français :

— *Beijing information*, hebdomadaire - le reflet de l'actualité chinoise et des analyses sur la situation internationale.

Abonnement - 1 an : 40 F ; 2 ans : 60 F ; 3 ans : 80 F.

— *La Chine en construction* : mensuel. Des articles, des reportages sur la santé, l'éducation, l'histoire, l'économie, l'art.

Abonnement - 1 an : 19 F ; 2 ans : 28,50 ; 3 ans : 38 F.

— *La Chine*, mensuel. Les articles courts, abondamment illustrés rendent ce magazine très attrayant.

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

— *Littérature chinoise*, mensuel - Publie nouvelles et romans classiques et modernes, des critiques, des études sur la peinture traditionnelle et contemporaine, des chroniques sur la poésie, le théâtre, le cinéma.

Abonnement - 1 an : 24 F ; 2 ans : 36 F ; 3 ans : 48 F.

Adressez vos abonnements et réabonnements à E-100, 24 rue Philippe de Girard - 75010 PARIS. (Spécimens sur demande).

P. S. N'oubliez pas de vous réabonner à temps : l'échéance figure sur la bande adresse. Exemple : 11/78-10/79, le No 10 est le dernier que vous recevrez.

## Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM .....  
 PRENOM .....  
 Lieu de travail .....  
 Adresse .....  
 Code postal .....

(A retourner à la boîte postale de l'Humanité rouge).

## l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet  
 Rédacteur en chef : Jean Quercy  
 Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson  
 Front ouvrier : Gilles Carpentier International  
 Annie Brunel  
 L'Humanité rouge - Pour toute correspondance :  
 B.P. 201 - 75926 Paris Cédex 19  
 CCP : 30 226-72 D La Source  
 Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Drouot  
 Commission paritaire No 57 952  
 Distribution N.M.P.  
 Imprimerie La Nouvelle  
 Dépôt légal 2ème trimestre 1979

# La modernisation : un enjeu vital

**L**UNDI 1er octobre, voilà trente ans que la Chine aura été libérée. Après une guerre populaire de longue durée, dirigée par le Parti communiste chinois, 1949 marque la défaite de l'impérialisme, des propriétaires fonciers et de la grande bourgeoisie « compradore ». La République populaire de Chine va alors s'engager dans une œuvre immense : consolider l'indépendance puis bientôt construire le socialisme dans un pays du tiers monde le plus peuplé de la planète. Nous abordons dans ce numéro l'une des tâches les plus fondamentales que cela implique : la modernisation.

Dans notre édition datée du mardi, figurera une interview de Régis Bergeron, de retour du Tibet.

Nous publierons la semaine prochaine, en commun avec le *Quotidien du peuple* (à dater du 5 octobre), une série d'articles destinés à traiter des grands problèmes auxquels est confrontée aujourd'hui la Chine.

**O**N a trop peu conscience ici de l'immense partie qui se joue actuellement en Chine. Et c'est normal car la Chine est lointaine par bien des aspects. La modernisation de la Chine, d'ici la fin du siècle, n'est pas un simple slogan : c'est une nécessité vitale pour l'amélioration des conditions de vie du peuple chinois et donc pour l'avenir du socialisme dans ce pays du tiers monde.

## Une entreprise immense

Depuis trente ans, des transformations fondamentales sont intervenues : la Chine n'est plus le pays des famines dont entendaient parler nos parents et grand-parents, le pays où les enfants étaient vendus, le pays où les paysans étaient livrés corps et âme aux propriétaires fonciers. Cette Chine a reçu des coups mortels grâce au socialisme.

Néanmoins, d'immenses difficultés restent à surmonter. Le niveau de vie moyen des Chinois, et avant tout des paysans qui demeurent la très grande majorité de la population, reste bas. Le prix d'une bicyclette représente deux mois de salaire moyen d'un ouvrier et deux années de revenu moyen de nombreux paysans. Cela permet de se faire une idée.

Autre exemple : il n'y a que peu de temps que le rationnement de la viande de porc est supprimé à Pékin et pourtant c'est la capitale !

C'est déjà en soi-même une entreprise immense que de s'engager dans l'amélioration des conditions de vie de 970 millions d'habitants mais quand, en plus, cette population continue à croître rapidement, c'est un travail gigantesque. C'est là une donnée fondamentale pour comprendre la Chine. Si la production ne se développe pas dans des proportions suffisamment importantes pour répondre à l'accroissement de la population et élever le niveau de vie, qui peut garantir que les problèmes alimentaires ne se poseront pas à nouveau de façon aiguë à la Chine ? Le socialisme aura alors fait fiasco en Chine.

Sait-on que dans de nombreux endroits, le niveau de vie moyen n'a pas progressé depuis vingt ans ? Et pourtant la production s'est développée. Mais la population a augmenté plus vite encore. Si le peuple ne voit pas ses conditions de vie s'améliorer, il sera normal que le mécontentement s'étende.

Que vaudrait le socialisme si

les ouvriers chinois étaient condamnés indéfiniment à travailler six jours sur sept toute l'année ?

Pour réaliser sa modernisation, la Chine a profondément besoin de paix. Les accusations de bellicisme proférées par les Soviétiques ne tiennent pas devant un peu de réflexion. A l'heure actuelle, vu son développement, les capacités de défense de la Chine face à un agresseur suréquipé sont faibles et elle subirait de lourdes pertes. On comprend que les Soviétiques ne voient pas d'un bon œil la modernisation de la Chine. Pour les Chinois, la modernisation, cela signifie également être en mesure de faire face plus efficacement à une agression.

## Moderniser, mais comment ?

On ne modernise pas un pays socialiste comme un pays capitaliste : il est vrai que les fruits de la production risquent de profiter à une minorité de privilégiés si l'on n'est pas vigilant. Le développement de la production n'assure pas à lui seul le progrès du socialisme. En URSS, n'a-t-on pas vu le résultat ?

Pour surmonter ce danger, le Parti communiste chinois indique que pour réaliser la modernisation de la Chine, il faut maintenir les quatre principes fondamentaux qu'il définit ainsi : « Maintenir la voie socialiste ; maintenir la dictature du prolétariat ; maintenir le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung ; maintenir la direction du Parti ». De quoi s'agit-il ?

Chacun de ces points a fait l'objet de débats et de luttes d'idées et ce n'est sans doute pas terminé.

Certains points de vue sont apparus disant que les sociétés capitalistes donnaient de bons résultats car, dans des pays comme le Japon ou la RFA, la production s'est développée rapidement. De telles opinions existent notamment parmi la jeunesse. Elles se sont développées en réaction contre les points de vue gauchistes ayant eu cours ces dernières années et selon lesquels l'amélioration des conditions de vie conduisait à l'embourgeoisement.

Le Parti communiste chinois s'oppose à ces deux points de vue. Maintenir la voie socialiste, cela signifie d'abord maintenir la propriété collective des moyens de production. Il n'est pas question que l'on assiste au rétablissement du droit à la propriété privée des moyens de production. Le principe fondamental de répartition des biens doit être : à chacun selon son travail.

Cela signifie également que chaque unité de travail et chaque travailleur ait conscience qu'il ne travaille pas pour lui-même mais pour le peuple et la société. Le danger existe, en effet, de voir se développer la concurrence entre les travailleurs, l'égoïsme. C'est une affaire d'éducation. C'est ce qu'on appelle « mettre la politique au poste de commandement ».

Cela signifie encore développer la démocratie. Pour que la modernisation profite au peuple, il faut que le peuple soit effectivement le maître. De ce point de vue, la généralisation prochaine de l'élection des chefs d'ateliers ainsi que l'extension des élections au suffrage direct pour les assemblées populaires de district sont des pas importants. Mais développer la démocratie c'est aussi lutter contre le bureaucratisme de certains cadres, c'est combattre les traces de l'exploitation de l'homme par l'homme pour les éliminer.

Cela signifie aussi réduire les écarts entre la ville et la campagne, entre ouvriers et paysans, entre travail manuel et intellectuel.

Tout en appliquant le principe « à chacun selon son travail », il faut également veiller à ce que les écarts de revenus se réduisent progressivement. Non pas en abaissant les revenus les plus élevés, mais surtout en élevant les revenus les plus bas. C'est ainsi qu'en 1977-1978, les revenus des paysans ont augmenté de 17,7 % et que 60 % des ouvriers et employés ont eu des augmentations allant de 5 à 10 %.

Maintenir la dictature du pro-

létariat : on pourrait, en effet, se dire qu'aujourd'hui, il suffirait de développer la production et que le peuple en profiterait automatiquement. Non, dit le Parti communiste chinois : la lutte de classe se poursuit. Il existe encore certains éléments contre-révolutionnaires anciens, mais il peut en apparaître aussi de nouveaux. Il y a des éléments qui se livrent à des malversations, qui profitent de leur situation.

Il y a également une lutte de longue durée à mener contre l'influence des idées féodales et bourgeoises.

Maintenir le marxisme-léninisme et la pensée-maotsetoung : le développement d'une société est toujours dominé par une théorie et une idéologie. La pensée maotsetoung est l'expression de la lutte menée par le peuple chinois pendant un demi-siècle. Les théories de Marx et de Lénine ont été les guides de la révolution chinoise et ont été enrichies, sur la base de la pratique, par les apports de Mao Zédong. Ce sont ces guides théoriques qui ont permis au peuple chinois de se libérer en 1949 et de s'engager dans une voie socialiste qui a fait la preuve de sa supériorité par rapport à l'ancienne société.

Voilà pourquoi il faut les maintenir. Ce qui ne signifie pas qu'ils apportent des réponses à tous les problèmes actuels. De nouveaux développements sont nécessaires.

Maintenir le rôle dirigeant du Parti : dans un pays aussi vaste que la Chine, face à des problèmes aussi décisifs, la nécessité d'une force dirigeante est vitale. Si ce n'est pas le Parti communiste, ce sera quelle force ? Où se trouveront les forces capables de diriger le peuple chinois dans la réalisation d'une modernisation qui se fasse à son profit ?

Pour que le Parti puisse exercer son rôle de direction, il doit être lié étroitement aux masses populaires, définir les orientations politiques ; par l'exemple de chacun de ses membres, il doit susciter l'enthousiasme des masses.

Maintenir le rôle dirigeant du

Parti, cela ne signifie pas cumuler toutes les fonctions entre ses mains. Il faut au contraire associer aux responsabilités des sans parti ou bien des membres d'autres partis.

Voilà comment, dans les grandes lignes, le Parti communiste chinois conçoit une modernisation qui profite au peuple.

## Une modernisation socialiste

Pour le Parti communiste chinois, il n'y a pas d'ambiguïté : la modernisation à réaliser dans les vingt années qui viennent est une modernisation socialiste, adaptée aux conditions spécifiques de la Chine.

Une modernisation du type de celle des pays européens ou des USA est rejetée et est impossible. Elle s'est effectuée en deux siècles au moyen de l'exploitation de la classe ouvrière et d'autres peuples.

Une modernisation du type de celle de l'URSS est également récusée : elle s'effectue en recourant à l'hégémonisme, il n'y a pas de démocratie pour le peuple et les problèmes alimentaires ne sont pas résolus.

Y aura-t-il des erreurs commises au cours de cette entreprise, verra-t-on des remises en cause, assistera-t-on à l'apparition de tendances contraires au socialisme ? C'est fort probable. Mais une chose est sûre : le développement économique de la Chine est un facteur décisif du maintien du socialisme dans ce pays ; le Parti communiste chinois cherche à définir clairement les orientations politiques d'une modernisation qui bénéficie au peuple. Deux raisons de confiance profonde et raisonnée.

Pierre Burnand



— le plus grand construit depuis Tating — le pétrole jaillit d'un nouveau puits.

août 1979 : Dans un champ de pétrole